



COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



INITIATIVE DE LA CEDEAO / UEMOA
Relative à
L'ACCES AUX SERVICES ENERGETIQUES DES POPULATIONS
DANS LES ZONES RURALES ET PERIURBAINES
EN AFRIQUE DE L'OUEST

FORUM DE BAMAKO

16 au 19 mai 2005

RAPPORT FINAL

I. INTRODUCTION

1. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision A/DEC.3/12/03 des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO relative à l'Initiative de la CEDEAO sur l'Électrification Rurale, le Secrétariat exécutif de la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA, en collaboration avec le Gouvernement du Mali et avec l'appui du PNUD, et la contribution de l'Union Européenne dans le cadre du projet ADEME/MEPRED et du Ministère des Affaires Étrangères de la France a organisé un forum sur l'accès aux services énergétiques pour les zones rurales et périurbaines fondée sur l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

2. Ce forum s'est tenu à Bamako, du 16 au 19 mai 2005, dans les locaux de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et de l'Électrification Rurale (AMADER).

3. L'objectif du forum était de rassembler les principaux acteurs institutionnels concernés (ministères de l'Économie et des Finances, du Plan, du Développement Rural, de l'Agriculture, de la Santé, de l'Éducation et de Affaires Étrangères / l'Intégration Régionale) afin de leur présenter les travaux réalisés par les consultants et de définir, sur une base participative et concertée, les composantes essentielles du Livre Blanc (une politique régionale, une stratégie de programme régional, un plan d'action et un programme d'investissement).

4. Les délégués des pays suivants ont participé à ce forum :

- Bénin
- Burkina Faso
- Côte d'Ivoire
- Gambie
- Ghana
- Guinée
- Guinée Bissau
- Liberia
- Mali
- Niger
- Nigeria
- Sénégal
- Sierra Leone
- Togo

5. La Communauté Électrique du Bénin (CEB) et l'Agence Sénégalaise d'Électrification Rurale (ASER) étaient également représentées.

6. Les partenaires au développement suivants étaient présents :

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)
- Ministère des Affaires Étrangères et les partenaires du projet MEPRED (ADEME, GTZ)
- Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)

7. Des représentants du Parlement de la CEDEAO, des ONG et de la société civile ont également pris part à ce forum.

8. La liste des participants est jointe en Annexe 1 du présent rapport.

9. La cérémonie d'ouverture a été ponctuée de cinq allocutions prononcées successivement par :

- M. Hamadoun Dicko, Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
- M. Joseph Byll-Cataria, Représentant résident du PNUD à Bamako,
- M. Nicolas Normand, Ambassadeur de France au Mali,
- M. Ibrahima Konaté, Représentant de la Commission de l'UEMOA,
- Dr (Mrs) Aribisala, Secrétaire exécutif adjoint de la CEDEAO en charge de l'Intégration,
- M. Hamed Diane Semega, Ministre des Mines, de l'Énergie et de l'Eau du Mali.

10. Dans leurs allocutions, les intervenants ont tous reconnu l'importance de ce forum qui marque la première étape de la concertation régionale en vue de l'élaboration, par la CEDEAO et l'UEMOA, du Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines en Afrique de l'Ouest. Le rôle essentiel de l'énergie pour assurer le développement durable a été réaffirmé, de même que le caractère multisectoriel des services énergétiques qui viennent en réponse aux besoins de l'ensemble des secteurs socioéconomiques (vie familiale, éducation, culture, santé, éducation etc.). Les personnalités qui se sont succédées, ont également souligné le rôle fondamental de l'énergie pour l'atteinte des OMD.

11. À l'issue de la cérémonie d'ouverture, le bureau suivant de pilotage a été mis en place pour assurer la direction des travaux du forum :

Présidente : Mme Mariama Siddo Moussa (Niger),
Rapporteurs : M. Didier Assogba (Bénin)
M. Béchir Garba (Nigeria)

12. L'ordre du jour proposé pour les travaux du forum a été adopté à l'unanimité.

II. DÉROULEMENT DU FORUM

II. a Les contours de l'initiative régionale de la CEDEAO / UEMOA

13. Les travaux de la première matinée ont été marqués par la présentation des communications suivantes :

- Objectifs et résultats attendus du Forum de Bamako,
- Place et rôle du secteur énergétique dans les politiques nationales sectorielles de développement économique et social,
- Contexte, enjeux et objectifs de l'initiative régionale de la CEDEAO.

Ces communications ont mis l'accent sur la place qu'occupe les politiques énergétiques au sein des stratégies nationales, notamment par rapport aux priorités fixées dans les DSRP. Elles ont permis de constater que l'énergie n'est pas encore reconnue comme un secteur prioritaire.

14. À la suite de ces communications, les participants ont été exhortés à apporter des réponses aux questions fondamentales suivantes :

- Quelles sont les attentes des États membres vis-à-vis de la CEDEAO dans le cadre de la présente initiative ?

- Comment mobiliser les États membres et les associer à la formulation et à la mise en œuvre d'une politique régionale d'accès des populations rurales aux services énergétiques ?
- Quels axes d'action adopter dans la politique régionale ?

15. Les débats qui ont suivi les présentations ont permis aux participants d'apporter des contributions, de poser des questions de clarification et de formuler des recommandations. Le détail des discussions est consigné dans le rapport de restitution générale des travaux qui figure en Annexe 2 du présent rapport.

II. b Une initiative ancrée dans la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des OMD

16. Les travaux qui ont suivi, ont porté sur les communications suivantes :

- Le rôle des services énergétiques dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement,
- Les liens entre les services énergétiques et l'atteinte des OMD,
- Le rôle primordial des services énergétiques dans la satisfaction des besoins fondamentaux de base : alimentation, santé, éducation, logement, eau potable.

Ces communications ont mis l'accent sur les liens qui existent entre Énergie et OMD et donc sur la nécessité, pour l'énergie, d'être intégrée dans les politiques nationales comme une priorité afin d'être en mesure de répondre aux besoins des autres secteurs tels que l'eau, la santé ou encore l'éducation etc.

17. Les échanges et discussions qui ont suivi ces deux présentations, ont permis de traiter des points suivants :

- les difficultés de financement des services énergétiques qui devraient amener à considérer toutes les opportunités qui se dessinent ou qui existent déjà (par exemple : le Mécanisme de Développement Propre et les Activités Exécutées Conjointement).
- les expériences dans quelques États membres, dont le Sénégal, le Mali ou encore le Ghana, qui révèlent l'existence d'une dynamique d'approche multisectorielle de l'accès aux services énergétiques qui se met progressivement en place.

18. Pour illustrer le thème de la session, les participants ont eu la possibilité de visionner un documentaire sur une expérience réussie de services énergétiques en zone rurale. Le cas d'une Plate Forme Multifonctionnelle au Mali a permis de montrer les effets bénéfiques de la fourniture de services énergétiques avec la mise sur pied d'activités génératrices de revenus, en même temps que l'allègement des travaux de la femme rurale et d'augmentation du taux de scolarisation des filles.

19. Le détail des discussions est consigné dans le rapport de restitution générale des travaux qui figure en Annexe 2 du présent rapport.

II. c L'expérience des pays dans la prise en compte de l'accès aux services énergétiques dans les politiques nationales

20. Les travaux de la deuxième journée ont porté sur les approches multisectorielles pour l'accès aux services énergétiques dans les Etats membres, avec notamment les cas du Burkina Faso, du Ghana, du Mali, du Niger et du Sénégal. Ces communications ont permis de :

- rappeler les réformes institutionnelles du secteur qui ont conduit à l'émergence d'entités dédiées à l'accès à l'électricité notamment dans les zones rurales (agences d'électrification rurale, Fonds d'électrification rurale, etc) ;
- montrer la diversité des approches à la fois techniques, institutionnelles, organisationnelles et réglementaires ;
- rappeler les résultats atteints, les leçons tirées ;
- décrire les processus de mise en place des groupes et comités multisectoriels de suivi des Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), des Objectifs du Millénaire (ODM) et/ou d'accès aux énergies modernes dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en général ;
- définir une certaine préoccupation vis à vis de la particularité des zones péri-urbaines, à cheval entre les problématiques urbaines et rurales, mais dont la pauvreté énergétique reste une réalité.

21. Les débats qui ont suivi ces présentations, ont permis aux participants d'apporter des contributions, de poser des questions de clarification et de formuler des recommandations. Les échanges ont porté notamment sur les points suivants :

- la mise en exergue du fait que les consultants nationaux n'ont rencontré aucune expérience qui tienne compte de la spécificité de l'électrification péri-urbaine ou, plus généralement, de l'accès aux services énergétiques des populations péri-urbaines ;
- L'expérience ghanéenne qui a suscité beaucoup d'intérêt de la part des participants (maintenance, modes de gestion des services, implication des opérateurs privés locaux et étrangers, taxe pour l'électrification rurale et tarif social) ;
- L'expérience du Sénégal en matière d'approche liée à la synergie entre le secteur énergétique et les autres secteurs stratégiques de lutte contre la Pauvreté (CIMES) et la nouvelle approche qui repose sur un cadre institutionnel novateur pour la mise en œuvre des Projets Énergétiques Multisectoriels (PREMs).

22. Le détail des discussions est consigné dans le rapport de restitution générale des travaux qui figure en Annexe 2 du présent rapport.

23. En vue d'approfondir les discussions sur les thèmes traités, les participants se sont répartis en deux groupes de travail qui ont traité des points suivants :

- Difficultés et obstacles à surmonter dans les États membres pour développer l'accès aux services énergétiques, sous l'angle institutionnel et réglementaire et en termes de structuration et démarche méthodologique des groupes ;
- Attentes des États membres par rapport aux deux institutions régionales ; CEDEAO / UEMOA.

24. Chacun des groupes a consigné le fruit de ses contributions et propositions sous forme de résultats attendus et d'activités qui en découlent. Ces résultats figurent en Annexe dans le rapport de restitution générale des travaux.

II. d Principales orientations d'une politique régionale : Quels rôles respectifs pour la Région et pour les États membres ?

25. Les travaux de cette session ont démarré avec un exposé sommaire du Document Technique préparé par le consultant, soutenu ensuite par la présentation d'un tableau récapitulatif des principaux axes et activités pour accompagner la formulation d'un Plan d'action de l'Initiative. Les axes identifiés sont les suivants :

- **Axe 1** : Activités de mise en valeur et de développement des ressources humaines dans les États membres de la CEDEAO.
- **Axe 2** : Activités de renforcement du rôle des pôles et centres scientifiques et techniques sur l'énergie, et développement de leur mise en réseau.
- **Axe 3** : Activités de soutien à la mobilisation de capitaux concessionnels et/ou à des conditions douces pour encourager le financement d'équipements et/ou l'implication du secteur privé dans les projets de fourniture de services énergétiques en zones rurale et périurbaine.
- **Axe 4** : Activités de promotion de l'intégration régionale, de la coopération et des échanges d'expériences réussies en matière de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaines.

26. En vue d'approfondir les discussions, les participants se sont ensuite répartis en deux groupes de travail qui ont examiné la pertinence des axes et des activités proposés pour la formulation d'un plan d'action de l'Initiative.

27. Chacun des groupes a procédé à la validation des axes et des activités qui en découlent. Ces propositions ont été consignées dans des tableaux qui figurent en Annexe dans le rapport de restitution générale des travaux.

II. e Définition de la feuille de route pour la finalisation et l'approbation du Livre Blanc de la CEDEAO et de l'UEMOA

28. Les participants ont ensuite pu faire la restitution des travaux de groupe sur la pertinence des axes et des activités proposés pour la formulation d'un plan d'action. Les axes retenus et les activités validées ainsi que la synthèse générale de cette réflexion sont consignés dans des tableaux qui figurent en Annexe dans le rapport de restitution générale des travaux.

29. À l'issue de la restitution des travaux, les participants ont pu prendre connaissance de la proposition de la feuille de route, à savoir les modalités pratiques du processus de finalisation du Livre Blanc. Cette proposition comporte les objectifs à atteindre, les activités à mener, ainsi que l'organisation des ressources humaines impliquées tant au niveau national (États membres) qu'au niveau régional. Une estimation des ressources financières à mobiliser est jointe en annexe 4 au présent rapport.

II. f Session spéciale

30. Une session spécifique a été organisée pour permettre aux ONG et partenaires présents au forum d'exposer leurs activités en relation avec l'accès aux services énergétiques des populations dans les zones rurales. Les deux thèmes suivants ont ainsi fait l'objet d'exposés :

- Le renforcement du rôle de la femme rurale dans le développement de l'accès à l'énergie dans les États membres de la CEDEAO, présenté par l'ONG *Better Life For Rural Women*.

- L'établissement d'un centre régional de l'ONUDI pour le développement de la micro hydroélectricité en Afrique de l'Ouest.

Ces deux présentations ont été bien accueillies par les participants.

III. Recommandations :

31. Les participants ont convenu que les propositions d'axes d'actions et les activités qui découlent des travaux des groupes, doivent constituer les fondements du Plan d'Action de l'Initiative.

32. Les participants demandent à la CEDEAO / UEMOA de tout mettre en œuvre pour assurer une exécution rapide de la feuille de route.

33. Les participants exhortent les partenaires au développement (PNUD, Ministère français des Affaires Étrangères, Union Européenne...) à apporter tout leur soutien à la CEDEAO / UEMOA et aux États membres dans cet exercice.

34. Les participants ont recommandé la mise en place, sans délai, dans les États membres qui n'en possèdent pas, de groupes de travail nationaux de concertation multisectorielle. S'inspirant de l'organisation mise en place dans certains des États membres, les participants demandent aux États membres de prendre les dispositions qui s'imposent, et de les communiquer au Secrétariat exécutif de la CEDEAO qui en assurera la diffusion.

35. Les participants recommandent à la CEDEAO et à l'UEMOA, la création d'un Comité Régional en vue d'assurer la coordination des activités entreprises au plan national. La composition et les modalités de mise en place de ce comité sont consignées dans la feuille de route.

36. Un budget de deux millions cent mille dollars US a été évalué pour la mise en œuvre de la feuille de route. Le détail de ce budget est joint en Annexe au présent rapport. Les participants demandent à la CEDEAO et à l'UEMOA de prendre les dispositions nécessaires pour mobiliser ces ressources.

IV. Divers :

37. Aucune question n'a été soulevée par les participants.

Fait à Bamako, le 19 mai 2005,

Pour le Forum,
La Présidente

Mme Mariama SIDDO MOUSSA

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants au Forum de Bamako sur l'Initiative régionale de la CEDEAO - UEMOA sur l'accès aux services énergétiques en zones rurales et périurbaines, qui s'est déroulé à Bamako du 16 au 19 mai 2005 expriment toute leur gratitude à son Excellence **M. Amadou Toumani Touré**, Président de la République du Mali, au Gouvernement et au peuple Malien pour l'accueil et la chaleureuse hospitalité dont ils ont été l'objet pendant leur séjour.

ANNEXE 1



LISTE DES PARTICIPANTS

**ECOWAS : REGIONAL FORUM ON ACCESS TO ENERGY
CEDEAO : FORUM REGIONAL SUR L'ACCES A L'ENERGIE**

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
Benin	Clement AHOUANNOU	Directeur General	ABERME	229- 31 38 63	229- 31 35 46	abermet474@yahoo.fr
	Daniël Finagnon ASSOGBA	Chef du Service de Promotion des Energies de proximité	D.G. Energie / Ministère de l'Energie	229- 33 69 87		d.assogba@yahoo.fr
	Dotchié MOUSSA	Chef Service Mécanisation et Technologies Appropriées	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche			dotchiemo@yahoo.fr
	Dadjidji Herve D-JOKPE	Chef du Service CEDEAO-UEMOA & CEN-SAD	Ministère des Affaires Etrangères	229- 03 15 17 / 30 04 00	229- 30 02 45 / 38 19 70	djokpeh@yahoo.fr
	Diaw OUMMAR	Ingenieur Statisticien et Economiste	Observatoire de l'Energie de la CEDEAO			oumarmare@hotmail.com
	Celestine ADJANHOULIN	Directrice Generale	SBEE	229- 31 68 77	229- 31 50 28	sbeedg@yahoo.fr
	Moussa OUARTARA	Directeur de l'Energie Electrique	Ministère des Mines, des Carrieres et de l'Energie	226- 50 30 79 78		ouattara.dge@enetrin.bf
	Sié Philippe Aimé PALENFO	Chargé de Programmes	Ministère des Finances et du Budget	226- 50 30 54 09		phil_palento@yahoo.fr
	Boubacar TOURE	Directeur des Infrastructures Sanitaires	Ministère de la Santé	226- 50 31 79 04		tourebakar@yahoo.fr
	Jacqueline ZABA	Conseiller Technique	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Regionale			j_zacqui@yahoo.fr
Burkina Faso	Blaise BADO	Directeur des Etudes et de la Planification	Ministère de l'Economie et du Développement			badoblaise@yahoo.fr
	Isabelle TAPSOBA	Coordinatrice Nationale	Programme National Plateformes Multifonctionnelles			tapsoba_isabelle@yahoo.fr
	Xavier SAWADOGO	Ingenieur Energeticien	Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	226- 50 35 70 29		xavier_sdg@hotmail.com
	Jean-Marie KONATE	Chargé d'Etude à la DEP/MAHRA	Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique	226- 50 32 41 09		konatejean_marie@hotmail.com
	Jean Paul LAUDE	Coordonnateur Programme MEPRED	Ministère de l'Energie			jp.laude.cprnce@enetrin.bf
	Anouman Edmond MANOIAN	Conseiller Technique	Ministère de l'Immigration Africaine	225- 20 33 70 32		manouan_edmond@yahoo.fr
	SIMON Eddy Alexandre	Directeur de l'Energie	Ministère des Mines et de l'Energie	225- 20 20 61 45	225- 20 32 03 80	simon_eddy@dienergie.ci
	COULIBALY Ibrallina	Chercheur	Ministère de la Recherche Scientifique	225- 22 44 21 08		simon_eddy@hotmail.com
	Mme JOHN BIA BI Tia Louise	Directeur de l'Extra-Scolaire et des activités Coopératives	Ministère de l'Education Nationale	225- 20 21 37 26		brahim_coulibaly@yahoo.fr
	NZAI Aka Herve	Experts en Infrastructure	Cellule UE-RCI			biabouisa1@yahoo.fr
Cote d'Ivoire	BI Ticooura Michel VANIE	Directeur des Etudes et de la Planification	SOPIE	225- 20 26 33 1	225- 20 32 74 77	rmvanie@sopie.ci
	Sert Alain SYLVERE	Secretariat Permanent DSRP	Ministère du Plan & du Développement			20223019@almsent@yahoo.fr
	Bah F.M. SAHO	Director of Energy	ENERGY DEPARTMENT	220- 420 00 50 / 991 95 85		bahsaho@yahoo.com
	Abdoullé JOBE	Managing Director	NAWEC	220- 449 74 99 / 76 51	220- 422 37 18	predas@ggamel.gh
	Monofou A.K. NJIE	Corporate Service Director	NAWEC	220- 449 74 99 / 76 51	220- 449 67 91	nawecmjd@ganet.gh
	ALH Omar TRAL	Deputy Permanent Secretary	Ministère de la Santé	220- 449 43 81 / 67 51	220- 449 43 02	maknijie@yahoo.com
	Dr. Omar Touray	Coordinator NAO Support Unit	Ministère de la Santé	220- 422 87 09	220- 422 85 05	althomaraa@yahoo.com
	Ndey Naffie CEESAY	Economist	Ministère de l'Economie et des Finances	220- 422 50 77		otouray@gambia-ec.gh
	Ausumana SANNEH	Senior Economist	Department of State for Trade, Industry & Employment	220- 422 77 56		nssc79@yahoo.com
	Ebrina D. KAH	Director of Service & Technology	Department of State for Finance & Economic Affairs			ansumanas@yahoo.com
Ghana	ALHAGI B.C. GAYE	ASST Community Development Officer	Dept. of State for Education	220- 422 61 80		ebriamad@yahoo.com
	Stephen OPONG	Principal Economic Officer	Department of Community Development	220- 993 85 75	220- 422 81 78	abcgaye@yahoo.com
	Edward BORTEYE	Economics Officer	Ministry of Regional Cooperation	233- 21 771 777	233 21 771 778	kofuoad@yahoo.com
	Godfrey Goine	Assistant Director	Ministry of Finance and Economic Planning	233- 21 663 856		eaorteye@yahoo.com
	Clement G. Abavana	Director	Ministry of Education and Sports			
	Sekou Sanfina DIAMITE	Directeur National de l'Energie	Ministry of Energy	233- 21 667 156		abavana@dsighana
	Mme Mabinty COMDE	Directrice Nle Adjointe Integration	Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie	224- 45 10 69 / 45 25 89	224- 45 25 59	ssanfina@yahoo.fr
	Dr Mamadou Lanarana DIALLO	Chef Dpt Energie CERESCOR	Ministère de la Coopération	224- 40 36 23		condemabinty@yahoo.fr
	Mme Haja Diaka KEBE SOUGOULE	Chef de Division du Secondaire	Ministère de l'Enseignement Supérieur			
	Anadon Tiinbi BAH	Chef de Division Equipment & Maintenance	Ministère de l'Economie et des Finances			
Mme Aissatou DOUKOURE SAVANE	Chef de Section Développement Rural	Ministère de la Santé Publique				
Laniche COMDE	Chargé des Etudes au BCEPA	Ministère de la Coopération	224- 45 20 47			
						Ministère de l'Agriculture

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
Guinée Bissau	Martinho Nassaouis MANGABI	DG Energie	Ministère de l'Energie et des Ressources Naturelles	245- 22 29 51 / 22 22 17		
	Roberto Ferreira CACHEU	Secrétaire General	Ministère de la Santé	245- 20 53 46	245- 20 22 37	minsagbov@hotmail.com
	Gerardo MOCANTO DA SYLVA	Président IFTP	Ministère de l'Education	245- 20 22 44	245- 20 60 84	gemosis2004@yahoo.com.br
	Francisco QUIJONTE	Chef de Département	Direction Générale au PLANMEF	245- 20 48 46		
	Martins MARCELINO	DG Agriculture	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	245- 22 12 00 / 30 28	245- 22 24 83 / 10 19	paidr@mail.gtelecom.gw
	Jackson E. PAYEGAR	Asst. Minister	Ministry of Land, Mines & Energy	06- 57 20 75		
	Hamata Ag HANTAFAYE		Direction Nationale de l'Energie			
	Mamoutou DOUCOURE		Direction Nationale de l'Hydraulique			
	Boubacar Abida MAIGA		Direction Nationale de la Santé			
	Amadi DIARRA		Direction Nationale de l'Education de Base			
	Alhamadou Houma SIDIBE		CSLP/Ministère de l'Economie et des Finances			
	Agalassou ALASSANE	Chief Service Montage Projet Electricific. Rurale	AMADER	223- 223 82 39		agalassou@amadermali.net
Mme THERA Aminata FOFANA		CNESOLER				
Soufocoumba SISSOKO		Direction Nationale de l'Industrie				
Abdoul Moujiiji SAMOGO		Direction Nle de la Conservation de la Nature (DN CN)				
Mme COULIBALY Therese SAMAKE		Direction Nationale des Collectivités Territoriales (DNCT)				
Mme COULIBALY Diénéboul TRAORE		DNPF			jnetraore@yahoo.com	
Abdoulaye Aly DIALLO	Chef de Division Femme et Développement	DNPF				
Boubacar BA		ANICT				
Ousmane SIDIBE		CCIM				
Braïma KANE		APCAM				
Gaoussou FOFANA		APCMM				
N'Gourou SAMOGO		CCA-ONG				
Ousmane SAMASSEKOU		AMPERE				
Alassane TRAORE		UPSELEC				
Abdoul GHAFAR	Chargé d'Etude	Agence Française de Développement			afbamako@afd.org	
Coulibaly TRAORE NAN A.	Planificateur	Direction Nationale de la Planification & du Développement				
Ibrahima TRAORE	Assistant Médical	Direction Nationale de la Santé				
Lanché SYLLA	Directeur	Agence Malineme de Radioprotection	223- 223 87 19		amarap@uroticservice.net/ml	
Tahiron SAMAKE		AMARAP/MALI			amarap@uroticservices.net/ml	
Oumout Samaké DEMBELE		ONGI Gaïgi Muso			v.seck@unesco.org	
Vicent SECK	Coordinateur des Programmes	UNESCO/Bamako	223- 223 34 94			
Selhou TRAORE		APCMM				
William G.M. BRANDFUL	Ambassadeur Adjoint du Ghana au Mali	Ambassade du Ghana au Mali	223- 229 60 84		dhm.ghana@afribone.net/ml	
Diello AMADOU	Chief Service Gestion Durable des Ressources	AMADER/MALI	223- 223 82 39		amadje2001@yahoo.fr	
Penda CISSE	Expert chargé de la Coopération Bilatérale	Ministère de la Santé et de la Prévention	223- 869 42 49		cissependa@yahoo.fr	
Tezana COULIBALY	Chief Section Economie d'Energie	Direction Nationale de l'Energie	223- 237 39 6		adescom.kaba@yahoo.fr	
Moty Kaba DIARITE	Président	ADESCOM	223- 223 17 58		soussoubymary1_1@yahoo.fr	
Oussoubly Mary DIARRA		Centre National d'Energie Solaire & Renouvelable				
Souleymane BERTHE	Ingénieur	Direction Nationale de l'Energie-CNESOLER			soulcomer@hotmail.com	
Yaya SIDIBE	Coordinateur National	Projet Plate-forme Multifonctionnelle	223- 242 03 72		ysidi1ept@yahoo.fr	
Cheickna MAGASSOUBA	Chargé de la Formation	AMADER	223- 223 82 39		amader@amadermali.net	
Mamadou OUARTTARA		AMADER			amader@amadermali.net	
Adama SISSOKO	Directeur Elect. Rurale	AMADER	223- 223 82 39		amader@amadermali.net	
Ba Nianoto SANGARE	Chef Cellule Intégration	Ministère de l'Economie & des Finances			nandjb2002@yahoo.fr	
Siraba COULIBALY	Chief de Service Planification	Direction Générale	223- 223 47 60		scoulibaly@edrmsa.net	
Ousmane NDOYE	Conseiller en Planification	Ministère du Plan	221- 823 14 37			
Oumar SEBETAO	Chief Division DRHE/Koulikoro		223- 226 25 33		maadissa@afribone.net/ml	
Salifou BENGALY		APES				
Ibrahlim TOGOLA		Mail Folk center				
Halliou KANE	Responsable ER	Ministère Mines-Energie	227- 73 65 30 / 91 37 19	227- 73 27 59	kane_halliou@yahoo.fr	
Amadou MOUSSA	Directeur Adjoint Amenagement et Equipement Ruraux Agricoles	Ministère de l'Agriculture	227- 73 21 48	227- 73 20 08	emerdoti@ntnet.ne	
Mariama SIDDO MOUSSA	Membre Cellule Nationale CEDEAO	Ministère de l'Economie et des Finances	227- 72 32 45	227- 73 33 03	a.moussatt@aramail.com	
Ousmane ALHASSANE	Chief de Division / Direction de l'Intégration et de l'Union Africaine	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine	227- 96 66 15	227- 73 52 31	oalhassane@hotmail.com	
Abdou BAKARI SANGARE	Chief des suivi des projets et programmes	Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation	227- 20 36 44	227- 72 21 05		
Alhassane MOUMOUNI	Directeur Infrastructure, Equipement et Maintenance	Ministère de la Santé	227- 93 88 14 / 89 92 68	227- 72 37 26	mmmiassane@yahoo.fr	

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
Nigeria	Samuel ABALAKA	Chief Administrative Officer	Ministry of Power and Steel	234- 803 334 14 74		
	Bashiru GARBA	Director	Energy Commission of Nigeria	234- 803 678 32 15	234- 80 239 471 /491	lgarba2002@yahoo.com
	Juliana ADEKEYE	Consultant Special Grade I	Federal Ministry of Health	234- 9 523 83 67	234- 523 83 62	ashabidekeye@yahoo.com
	Simon UDEH	Assistant General Manager	NEPA	234- 9 803 31 38 986	234- 9 413 96 32	udehsimon@yahoo.com
	Joseph Ikem OBIANWU	Director	Ministry of Cooperation and Integration	234- 803 350 86 69		
	Thomas JOSSY	Industrial Development Officer	United Nations Industrial Development Organization (ONU/DI)	234- 803 402 20 93		jossy.thomas@undp.org
	A.O. GBADAMOSI	President	Liaisons Franco-Nigerianes	234- 9 524 089 394		aramideog@yahoo.com
	Ayodele Afolahi ESAN	Director	Energy Commission	234 9 523 49 21	234- 9 523 49 25 / 24	aaasan@energy.gov.ng ecn@nigeria.com
	Louis Seck	Chief Division ER et PI Focal DSPR	Ministère de l'Energie et des Mines	221- 822 04 42 221- 647 56 18	221- 822 04 30	lseck@hotmail.com
	Aliou NIANG	Directeur General	ASER	221- 849 47 12	221- 849 47 20	aserdg@seiboo.sn alioung@aser.sn
Sénégal	Mamadou Moustapha SOW	CT Infrastructure et Energie	Ministère du NEPAD, de l'intégration Economique Africaine et de la Politique de Bonne Gouvernance	221- 889 11 60	221- 842 42 65	mmsow2003@yahoo.fr
	Penda CISSE	Expert CAS/PNDS	Ministère de la Santé			cissependa@yahoo.fr
	Mohamed THIAM	Directeur National du Genie Rural	Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique	221- 832 55 96	221- 832 08 69	mohathiam@yahoo.fr
	Ibrahim NIANG	Ingénieur énergétique	Direction de l'Energie			niangibrah@hotmail.com
	Mamadou Assane NIANG	Economiste Suivi articulations Pol. Sectorielles -DSRP	Ministère de l'Economie et des finances			mamadou217@yahoo.fr
	Secou SARR	Coordinateurs de programmes	ENDA-Energie	221- 821 75 96		energye@enda.sn
	Toure LABA	Assistant Resident Représentative	C/O UNDP- Senegal			laba.toure@undp.org
	Hawa Ly Diallo	Conseiller Technique Energie	Ministère de l'Education	221- 547 83 06	221- 822 14 63	hawanolele@yahoo.com
	Dr Sheh-gbay Mohammed Swaray	Director NEWPPCU	Ministry of Energy and Power	232- 22 224610		swaraym@gmail.com swaraym@hotmail.com
	Denis GARVIE	Ag Corporate Planning Head	National Power Authority	232- 22 226324	232- 224067	mistrpa@sierraleone.com
Mrs. Amy Myers	Deputy Director	National Authorizing Officer	232- 22 228592		dgarvie@yahoo.com	
Benson Musa Lahai	Principal Planning Officer (Energy)	Ministry of Development and Economic Planning	232- 22 242181/240312	232- 22 226932 232- 22 235139	ambmyers2003@yahoo.co.uk beuron@yahoo.com	
Peter Sam-Kpaktra	Head ECOWAS National Unit	ECOWAS National Unit	232- 22 240275	232- 22 241598	nuyaba@hotmail.com sierraleone@ecowasmail.net	
Togo	Kuessan Kite-Zoun ASSIONGBON	Directeur de Cabinet	Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques	228- 220 07 62	228- 220 08 05	raymond_assiongbon@yahoo.FR
	Francois LARE-KANTANI	Chef de Division Programmes et Investissements	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Peche	228- 911 91 80	228- 221 71 20	larekant@yahoo.FR
	Mawussi Djessou SEMODJI	Chef de l'Unité de coordination DRSP	Ministère de l'Economie des Finances et des Privatizations	228- 221 36 54	228- 221 09 05	mawussidsemodji@yahoo.fr
	Konkan EDOH KOSSI	Ingénieur Biomedical	Ministère de la Santé	228- 221 3801	228- 222 5373	kedchikos@yahoo.fr
	Eyana KPEMISSI AMANA	Directeur de Cabinet	Ministère de s Enseignements Primaires et Secondaires	228- 222 86 71		kpemissi03@yahoo.fr
	P. Dedou HEMOU	Cellule CEDEAO	Ministère de l'Economie des Finances et des Privatizations	228- 926 33 39	228- 222 88 03	jonash28@yahoo.fr
	Abithe AKPO	Directrice du Financement et du controle de l'exécution du plan	Ministère de l'Economie des Finances et des Privatizations			abithe_akpo@hotmail.com

COUNTRY PAYS	NAME & SURNAME NOM & PRENOM	FUNCTION FONCTION	ORGANIZATION ORGANISATION	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
CEB (Bénin - Togo)	Cyrilque KOUAGOU	Directeur Général	BP1388, CEB			cebnet.org
	Barnard C. TAOUEMA	Directeur Financier	BP1388, CEB			cebnet.org
	Mohamed ABOUDOU	Chief Service Administratif	BP1388, CEB			cebnet.org
	Antoine D. AKEMAKOU	Chief Service	BP1388, CEB			cebnet.org
GTZ (Allemagne)	Rolf-p. OWSIANOWSKI		GTZ - Dakar			owsian@senbo.sn
ADEME (France)	Michel HAMELIN	Chef Département Pays Tiers	ADEME	33-1 47 65 22 29		michel.hamelin@ademe.fr
	Michel LABROUSE	Consultant	ADEME	33-1 41 13 87 06		michel.g.labrousse@wanadoo.fr
France	Nicolas LAMBERT	Chargé de mission Climat et Environnement	Ministère des Affaires Etrangères / DGGC/D			nicolas.lambert@diplomatie.gouv.fr
IEPF (Canada)	Jean-Pierre NDOUTOUM	Responsable de Programmes	IEPF- 5681 Pierre, Quebec Canada	1- 418 692 56 44		jp.ndoutoum@iepf.org
UEMOA	Ibrahima KONATE	Chargé de l'Energie	UEMOA - 01BP543-Ouagadougou			ibrahima.konate@uemoa.int
	Dr. (Ms) Remi ARIBISALA	Secrétaire Exécutif Adjoint (PI)	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	David L.B. KAMARA	Directeur des Infrastructures & Industrie	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Amadou DIALLO	Chief Division Energie	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Michel CAUBET	Conseiller Technique Régional	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja	234- 93 14 38 85		mcaubet_fr@yahoo.fr
	Akin MEDEBROS	Interprète	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Dr. Haruna JACOB	Translator	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Maktai LY	Translator	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Mahama KAPPIAH	P.O. Energy	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Douiraza BANJA	Interprète	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Simon OKOAKI	Accountant	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Grace EZE	Secrétaire Bilingue	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
	Jacob KPIDI	Secrétaire Bilingue	Secrétariat Exécutif CEDEAO-Abuja			
Parlement CEDEAO ECOWAS Parliament	Hon. (Dr.) Bithina M. KAMANDA	Chairman - Committee Energy & Industry	ECOWAS Parliament - Abuja			
	Hon. Netty BALDEY	4th Deputy Speaker	ECOWAS Parliament - Abuja			
PNUD / PREP UNDP / REP	Laurient COCHE	Coordinateur Régional	Programme Régional Energie Pauvre - Dakar	221- 867 27 91	221 - 867 22 55	laurient.coché@pifm.net
	Dorian VASSE	Expert Technique/Energie	Energy Poverty Regional Program - Dakar	221- 867 27 96	221 - 867 22 55	dorian.vasse@pifm.net

ANNEXE 2

RESTITUTION GENERALE DES TRAVAUX (Présentation PowerPoint lors du Forum)

Forum de Bamako
L'accès aux services énergétiques
Des populations rurales et périurbaines
En Afrique de l'Ouest : Une contribution majeure à
la réduction de la pauvreté

**RESTITUTION GÉNÉRALE DES
TRAVAUX DE GROUPES**

Rapporteurs :
Nigéria : M. Béchir GARBA
Bénin : M. Daniel ASSOGBA

Les travaux de la journée du Mercredi 18 mai 2005 ont connu deux phases à savoir :

- Restitution des travaux de la journée du Mardi 17 mai 2005 et présentation du contenu des travaux en groupe sur le document technique :
- Annonce du programme de travaux de groupe de la journée

Restitution de la synthèse de la journée du mardi 17

A la suite de la restitution des travaux (communications) du mardi 17 mai 2005, les participants ont relevé des points qui ne sont pas ressortis dans la synthèse. Il s'agit notamment des résumés des communications du Sénégal, du Mali et du Burkina. Aussi, a-t-il été demandé que certains paragraphes de la synthèse du mardi 17 mai 2005 soient reformulés. La restitution des travaux de groupe a fait apparaître que le point portant sur les attentes des états membres par rapport à l'institution régionale n'a été traité que par le groupe 2.

Travaux de groupe sur le document technique

Concernant les travaux en groupe relatifs au document technique, l'organisation, les objectifs et les résultats attendus ont été présentés. A la demande des participants un résumé du document technique a été présenté, en mettant l'accent sur les axes proposés, où une forte contribution des états est attendue. Il a été proposé de conserver la même répartition des pays dans les groupes que la veille.

GROUPE 1

Présidente : Mme NIANG née KOUROUMA Emma – MALI

Rapporteur : OUATTARA Moussa – Burkina Faso

Axe 1 : Activités de mise en valeur et de développement des ressources humaines dans les états membres de la CEDEAO.

- **Activité 1 :** Identifier des domaines et des besoins de renforcement de capacité et les mettre en œuvre
- **Activité 2 :** Identification des besoins des populations et des communautés
- **Activité 3 :** Identifier les besoins en ressources humaines des acteurs impliqués dans le développement des services énergétiques
- **Activité 4 :** Favoriser les échanges d'expertise au sein des pays de la CEDEAO
- **Activité 5 :** Informer, sensibiliser et former les populations sur l'utilisation des services énergétiques pour l'amélioration de leur cadre de vie
- **Activité 6 :** Mettre en place une base de données sur l'énergie (Experts, prestataires de service, technologies, etc.)

Axe 2 : Activités de renforcement du rôle des pôles et centres scientifiques et techniques sur l'énergie et développement de leur mise en réseau.

- **Activité 1 :** Identifier les institutions pertinentes pour accompagner l'identification et la mise en œuvre des programmes nationaux et régionaux
- **Activité 2 :** Définition et mise en œuvre d'une assistance technique pour l'appui des pôles à la formulation, la préparation et l'exécution de projets énergétiques
- **Activité 3 :** Appuyer la mise en réseau des centres identifiés sur les questions considérées comme prioritaires par les États membres,
- **Activité 4 :** Renforcement des capacités financières et institutionnelles des centres identifiés pour leur donner les moyens de mener à bien le mandat qui leur est confié
- **Activité 5 :** Mise à jour périodique, par les centres identifiés, des capacités des fournisseurs de services énergétiques dont la fourniture repose sur les énergies renouvelables
- **Activité 6 :** Créer un site WEB de la CEDEAO sur l'énergie
- **Activité 7 :** Mettre en place des modules de formations spécialisées sur l'approche multisectorielle
- **Activité 8 :** Mettre en place des systèmes de valorisation et de diffusion des résultats pertinents de recherche sur les plans national et régional
- **Activité 9 :** Renforcer les fonctions d'assurance de qualité de ces pôles et centres techniques en définissant des normes et standards et en établissant des protocoles standardisés de mesures et de certification

Axe 3 : Activités de soutien à la mobilisation de capitaux (concessionnels, à des conditions douces ou autres) pour encourager le financement d'équipements et/ou l'implication du secteur privé et des ONG dans les projets de fourniture de services énergétiques en zones rurale et périurbaine (reformulation)

- **Activité 1 :** Faciliter l'accès aux crédits et aux subventions des usagers et des opérateurs privés des services énergétiques
- **Activité 2 :** Créer un environnement favorable à l'investissement privé dans la fourniture des services énergétiques
- **Activité 3 :** Assister les États membres dans la reformulation de leurs lois et codes de l'énergie, si nécessaire
- **Activité 4 :** Analyser et lever les barrières rémanentes (institutionnels, financiers, de marché, etc.) pour favoriser le développement des énergies renouvelables
- **Activité 5 :** Mettre en place des facilités (capitaux- amorçage) d'accès aux services énergétiques en faveur des opérateurs et des usagers
- **Activité 6 :** Concevoir des mécanismes d'encouragement des états membres à développer des partenariats public privé pour la fourniture des services énergétiques en zones rurale et péri urbaine
- **Activité 7 :** Appuyer les pays à mettre en place des fonds de promotion des Energies Domestiques et de l'Electrification Rurale
- **Activité 8 :** Mettre en place un dialogue avec les partenaires techniques et financiers sur la nécessité de faire du secteur de l'énergie, une priorité de leur politique d'aide au développement
- **Activité 9 :** Mettre en place une politique de jumelage des zones rurale et péri urbaine avec celles des pays du Nord
- **Activité 10 :** Établir, alimenter et rendre opérationnel un Fond régional pour le financement du développement des services énergétiques en zones rurale et périurbaine

Axe 4: Activités de promotion de l'intégration régionale de la coopération et des échanges d'expériences en matière de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaines (reformulation).

- **Activité 1 :** Appuyer la conception d'un atlas sur le potentiel d'énergie renouvelable (solaire, énergie éolienne, biomasse, micro hydro électricité, etc) dans les États membres, de même que celle d'un Système d'Information Géographique
- **Activité 2 :** Mettre en place au niveau Régional des facilités fiscales et douanières pour les équipements d'énergies renouvelables destinés à la fourniture de services énergétiques des zones rurales et périurbaines, de façon à les rendre plus accessibles aux pauvres
- **Activité 3 :** Exploiter les possibilités d'utilisation des fils de garde pour l'électrification des villages avoisinant leur tracé
- **Activité 4 :** Appuyer la dissémination dans les états membres des expériences des services énergétiques qui génèrent des revenus (Plate forme multifonnelle, gaz, biomasse, biogaz, etc)
- **Activité 5 :** transférer axe 3 – Act.10
- **Activité 6 :** supprimé
- **Activité 7 :** supprimé
- **Activité 8 :** Appuyer les différents états membres à formaliser leur politique d'accès aux services énergétiques
- **Activité 9 :** Appuyer les différents états dans la recherche et la mobilisation des financements pour la mise en œuvre de leur politique énergétique en faveur des zones rurale et péri urbaine

- **Activité 10 :** Appuyer la production et la dissémination de matériels audio visuels sur les meilleures pratiques d'accès des zones rurales aux services énergétiques
- **Activité 11 :** Promouvoir les techniques de fourniture de services énergétiques de base à coûts modérés (interconnexion transfrontalière, utilisation d'équipement de fabrication locale, systèmes monophasés ou biphasés, soutirage capacitif, foyer amélioré, etc.) transférer axe 3 – Act.10
- **Activité 12 :** Mener des activités de suivi évaluation et d'études d'impact

Axe 5 : Activités de promotion de la production locale d'équipements de services énergétiques.

- **Activité 1 :** Appuyer toutes les initiatives de production locale des équipements utilisés pour la fourniture des services énergétiques
- **Activité 2 :** Répertoire les bancs d'essais permettant le contrôle des équipements produits localement
- **Activité 3 :** Mettre en place des mécanismes de certification des équipements produits localement
- **Activité 4 :** Répertoire les producteurs locaux d'équipements, tester les équipements et promouvoir la diffusion des équipements produits localement.

GROUPE 2

Présidente : Mme Penda Cissé – Sénégal

Rapporteur : Ibrahima Coulibaly – Côte d'Ivoire

Fusion des axes 1 et 2 :

- *Axe 1 : Activités de mise en valeur et de développement des ressources humaines dans les États membres de la CEDEAO*
- +
- *Axe 2 : Activités de renforcement du rôle des pôles et centres scientifiques et techniques sur l'énergie et développement de leur mise en réseau.*

En

AXE 1 : Renforcement des capacités Humaines et institutionnelles dans les États membres de la CEDEAO

- **Activité 1 :** Définir et mettre en œuvre une assistance technique pour la formulation, la préparation, l'exécution et le suivi évaluation de projets énergétiques
- **Activité 2 :** Identifier les besoins en formation et en services énergétiques dans les Etats membres
- **Activité 3 :** Elaborer un répertoire des acteurs nationaux de fournitures de services énergétiques dans les zones rurales et péri-urbaines
- **Activité 4 :** Structurer et soutenir les échanges de compétences humaines ressources humaines entre les états membres
- **Activité 5 :** Identifier les institutions énergétiques appropriées pour servir d'agence d'exécution de projets afin d'accompagner l'exécution et la mise en œuvre des programmes nationaux
- **Activité 6 :** Faciliter le transfert de technologies dans l'espace CEDEAO
- **Activité 7 :** Appuyer la dynamique de mise en réseau de tous les centres identifiés sur les questions considérées comme prioritaires par les États membres
- **Activité 8 :** Renforcer les capacités institutionnelles de tous les centres identifiés pour leur donner les moyens de mener à bien leur mandat
- **Activité 9 :** Mettre à jour, périodiquement par les centres identifiés, les capacités des fournisseurs de services énergétiques
- **Activité 10 :** Identifier et appuyer toutes les institutions d'appui aux services énergétiques

AXE 2 : Activités de mise en place Mécanismes financiers adaptés au contexte des zones rurales et périurbaines

- **Activité 1 :** Accompagner l'accès au crédit
- **Activité 2 :** Aider les états membres à disposer d'un cadre juridique, comptable et financier préalable à l'implication et à la participation du secteur privé dans la fourniture de services énergétiques dans les zones rurales et périurbaines
- **Activité 3 :** Aider les états membres à identifier et à formuler des projets de services énergétiques renouvelables éligibles aux divers fonds existants
- **Activité 4 :** Encourager les états membres à établir des partenariats secteur Public et secteur Privé dans la fourniture des services énergétiques
- **Activité 5 :** Sensibiliser les états membres à mettre en place dans chaque état un fonds pour l'accès aux services énergétiques en milieu rural et périurbain

- **Activité 6 :** Établir un Fond régional pour le financement du développement des services énergétiques en zones rurales et périurbaine

AXE 3 : Activités de promotion de l'intégration régionale, de la coopération et des échanges d'expériences réussies en matière de fourniture de services énergétiques en zones rurales et périurbaines

- **Activité 1 :** Appuyer la conception d'un atlas sur le potentiel d'énergie renouvelable (hydro électricité, solaire, biomasse et d'énergie éolienne) dans les États membres, de même que celle d'un Système d'Information Géographique
- **Activité 2 :** Encourager les États membres à mettre en place des exemptions fiscales et douanières pour les équipements d'énergies renouvelables destinés à la fourniture de services énergétiques des zones rurales et périurbaines
- **Activité 3 :** Encourager et Promouvoir la fourniture d'énergie électrique dans les zones rurales par le recours systématique aux interconnexions MT aux frontières des États membres ainsi que par les techniques de soutirage capacitif à partir des lignes de transport existantes
- **Activité 4 :** Identifier et Soutenir la reproduction à grande échelle des projets réussis dans la sous région

Quelques points ressortis des travaux de Groupes....

Le Groupe 1

A fait ressortir :

- Un nouvel axe sur la production locale d'équipements énergétiques (aspect qui a également été abordé par le groupe 2);
- Le rôle central que devront jouer les groupes multisectoriels : Une attente des Etats a aussi été exprimées par des activités d'Appui aux groupes multisectoriels dans les Etats membres quand ils existent ou l'aide à leur mise en place quand ils n'existent pas encore dans le pays.

Le groupe 2

A fait ressortir :

- En regroupant les axes 1 et 2 du document technique, un SEUL AXE FORT SUR LES RENFORCEMENTS DE CAPACITE ;
- Les mécanismes de financement, qui ont été mis exergue ;
- La promotion et la diffusion à grande échelle des expériences, qui auront été identifiées comme ayant un succès avéré pour l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines.

ANNEXE 3



FEUILLE DE ROUTE POUR LA FINALISATION DU LIVRE BLANC



FEUILLE DE ROUTE

Processus de finalisation du Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines de la CEDEAO / UEMOA pour l'atteinte des OMD

1. Objectifs de la feuille de route

Le Livre Blanc comprend : une Politique Régionale pour l'accès aux services énergétiques des populations rurales et périurbaines, composante de la Politique de l'Energie de la CEDEAO ; une stratégie de Programme Régional ; un plan d'action et un programme d'investissement.

L'objectif de la feuille de route est de :

- Définir les activités à mettre en œuvre pour la finalisation du Livre Blanc sur l'accès aux services énergétiques par les populations rurales et périurbaines, de manière participative, entre la Région et les Etats membres, en tenant compte des dates ci-après :
 - Juillet : réunion conjointe Commission Union Africaine (CUA) – Commission Economique des Nations Unies (CEA-UN) sur l'évaluation de la mise en œuvre des OMD,
 - 14-16 Sept : Sommet des Chefs d'Etat à New York, revue des OMD + 5,
 - Octobre : réunion des Ministres en charge de l'Energie de la CEDEAO,
 - Décembre : 29^{ième} Session du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ;
- Définir l'organisation nécessaire à la conduite de ce processus participatif, qui conduira à proposer cette Politique Régionale, pour adoption, aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO / UEMOA;
- Réaffirmer le consensus sur la transversalité de l'énergie dans les problématiques sectorielles de développement, dégagé lors du Forum de Bamako du 16 au 19 mai 2005, qui se traduit par la mise en place d'une organisation multisectorielle.

2. Activités à mener

Les activités à mener jusqu'à l'adoption du Livre Blanc, sont les suivantes :

- Elaborer et/ou finaliser les « monographies pays » des Etats Membres, incluant : l'état des lieux, la vision OMD 2015 et les principales barrières au développement de l'accès aux services énergétiques pour atteindre ces objectifs ;

- Développer l'analyse du contexte régional, notamment à partir des monographies pays pour renforcer la valeur ajoutée de la Région dégagée lors du Forum de Bamako, 16-19 mai 2005 ;
- Finaliser la Politique Régionale : une vision et des objectifs au regard de l'atteinte des OMD en 2015 ;
- Finaliser la stratégie de mise en œuvre, le plan d'action, et le programme d'investissement ;
- Elaborer des programmes d'investissement pays pour l'accès aux services énergétiques en milieu rural et périurbain et appuyer à la mobilisation de financements;

Nb : les activités à mener sont décrites dans le Chronogramme des activités en chapitre 4.

3. Organisation

Afin de bénéficier pleinement des contributions des pays à la finalisation du Livre Blanc, l'organisation décrite ci-dessous est mise en place :

Au niveau national

- Dans le cadre du processus de finalisation du Livre Blanc, des **groupes de travail nationaux de concertation multisectorielle** sont créés par les gouvernements.
- Ces groupes de travail, composés de représentants des secteurs suivants : santé, éducation, développement rural, économie & finances, plan, énergie, eau / hydraulique, intégration, auront en charge de porter au niveau régional la contribution de chacun des Etats Membres.
- **Des points focaux**, membres des groupes de travail nationaux de concertation multisectorielle, seront désignés dans chacun des Etats Membres pour faciliter la coordination régionale. Chaque point focal est constitué de deux personnes, l'un est issu du Ministère de l'Energie, et l'autre est le représentant issu de la cellule de suivi du DSRP.
- La CEDEAO / UEMOA fournira un appui à ces groupes de travail pour l'exécution des tâches définies dans la feuille de route. Cet appui comprendra, notamment, un appui méthodologique sous la forme d'une assistance technique mobilisant, dans la mesure du possible, les institutions nationales partenaires.

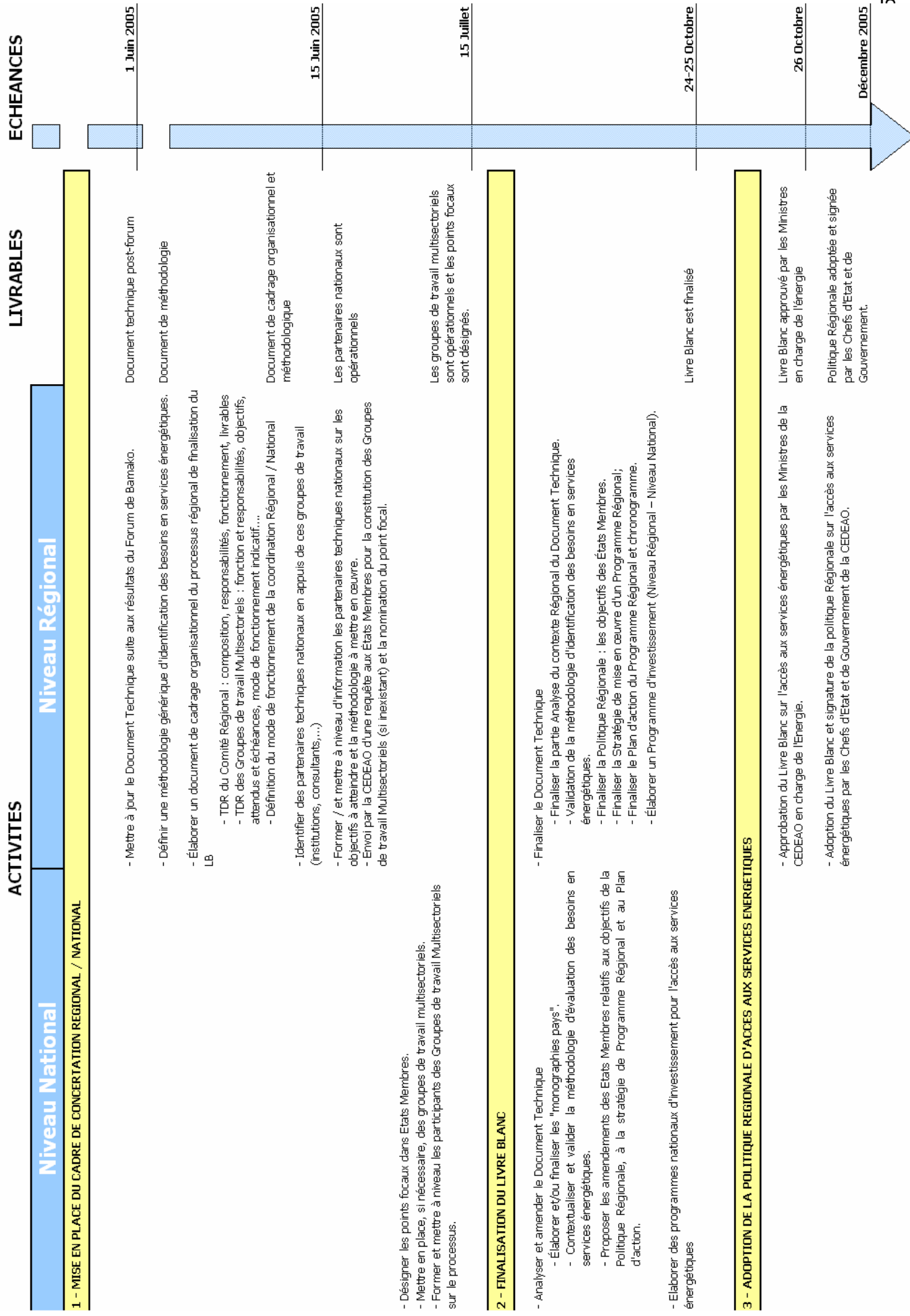
Au niveau Régional

- Dans le cadre du processus de finalisation du Livre Blanc, un Comité Régional est créé par la CEDEAO / UEMOA et a en charge la finalisation et la validation du Livre Blanc.
- Ce **Comité Régional**, émanation des groupes de concertation multisectoriels nationaux, est composé des **points focaux** des groupes de travail nationaux

multisectoriels, responsables de l'expression des contributions nationales à la finalisation du Livre Blanc, au niveau régional.

- **La Division Energie** de la CEDEAO, en concertation avec la Direction Energie de l'UEMOA, sera chargée de l'animation du Comité Régional.
- Le **PNUD**, à travers son Programme Régional Energie Pauvreté (PREP) appuiera, avec la contribution de la France et des autres partenaires au développement, la CEDEAO / UEMOA dans sa tâche de finalisation du Livre Blanc.

4. Chronogramme des activités



ANNEXE 4



BUDGET POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE DU LIVRE BLANC

	Résultats attendus	Indicateurs de produits	Principales activités	Budget				source de fonds		
				montant	Partenaires	CEDEAO	UEMOA			
Régional	1. Une politique régionale, et les modalités de sa mise en œuvre (Livre Blanc) est formulée, adoptée et approuvée par les Etats membres	1.1 - Le livre Blanc est finalisé, avec la participation des Etats Membres	Définition des TDR du comité régional et 2 réunions dudit comité	75 000		75 000				
			Identification partenaires techniques nationaux, validation de la méthodologie et formation des/dits partenaires	150 000	150 000					
			Elaborer/finaliser les monographies pays	225 000	205 000	20 000				
		1.2 - Des financements sont disponibles pour la mise en oeuvre de la politique régionale	Finaliser Livre Blanc incluant le document technique (partie analyse, méthodologie d'évaluation des besoins, objectifs, stratégie, plan d'action, budget d'investissement et chronogramme) et la Politique Régionale	90 000	90 000					
			Appui à la CEDEAO pour la révision à mi-parcours du DSCR-PIR (9ème FED) et préparation de nouvelles requêtes de financement.	30 000	15 000	15 000				
			Production de supports de communication adéquats, y compris publication étude et rapports, présentation OMD + 5	100 000	60 000	40 000				
National	2. Au moins 2 pays ont élaboré, avec appui de la CEDEAO, un programme d'accès aux services énergétiques pouvant être proposé aux bailleurs.	2.1 - Les groupes intersectoriels sont opérationnelles et appuyer (formation, sensibilisation) pour piloter/contribuer à l'élaboration de politiques nationales d'accès aux services énergétiques, articulée avec celle de la région	Adoption du Livre Blanc par le Comité Régional puis par les Chefs d'Etat et de Gouvernement lors de leur 29ème sommet (décembre 2005).	150 000		50 000	100 000			
			Mise en place des groupes de concertation multisectorielle dans Etats Membres, y inclus les TDRs des groupes, et appui à leur fonctionnement,	112 500	112 500					
			Information et formation afin d'acquiescer une totale compréhension de la relation entre énergie et pauvreté	75 000	75 000					
		2.2 - Au moins 2 pays ont lancé un processus d'élaboration d'une politique nationale d'accès aux services énergétiques, articulée avec celle de la région	Accompagnement des équipes nationales (formation, harmonisation, diffusion de la méthodologie) pour réalisation analyses multisectorielles des besoins	300 000	300 000					
			Appui aux Etats Membres, à travers les groupes de concertation multisectoriels nationaux pour l'élaboration et approbation de programmes d'investissement	750 000	750 000					
				2 057 500	\$1 757 500	\$200 000	\$100 000			

